

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° AT2026-164
Inspection télévisée des réseaux d'assainissement
Rue des Caillettes – Saint-Wandrille-Rançon/Rives-en-Seine

Le Maire de la commune de RIVES-EN-SEINE,

Vu

- Le code de la route,
 - Les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 07 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes,
 - L'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à la signalisation routière temporaire,
 - La demande en date du 9 juillet 2026 de l'entreprise SATER sise Rue du Vert Buisson – 76160 Saint léger du Bourg Denis d'effectuer des travaux d'inspection télévisée des réseaux d'assainissement rue des caillettes à Saint Wandrille Rançon,
- Considérant que :
- Il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du 21 juillet au 3 août 2026, l'entreprise SATER est autorisée à effectuer des travaux d'inspection télévisée des réseaux d'assainissement rue des Caillettes à Saint-Wandrille-Rançon.

Article 2 : Durant les travaux, un alternat manuel sera mis en place.

Article 3 : L'affichage et la signalisation du chantier seront assurés par l'entreprise SATER.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place par SATER de la signalisation correspondant aux prescriptions de l'article 1 et 2.

Article 5 : Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la Commune que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il est également susceptible de faire, au préalable, l'objet d'un recours administratif. Un recours contentieux pourra ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Article 8 : La Directrice des Services Techniques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'entreprise SATER.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Major Commandant la BTA de la gendarmerie de Rives-en-Seine, à Mesdames et Messieurs les garde-champêtres de Caux Seine Agglo, au service rudologie de Caux Seine Agglo et au service mobilité de Caux Seine Agglo.

Fait à Rives-en-Seine, le 10 juillet 2026

Publié sur le site internet
de la ville le 10/07/2026



Maire,
Bastien CORITON

